

Fête de l'Armée nationale : La fierté retrouvée!

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 23 JANVIER 2023

1269

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Blasphème et fausses accusations

Tabital Pulaaku

contre-attaque!



Armée malienne : La flotte arienne renforcée



**Sécurisation du pays et des élections :
L'opération « Tilé Kura » imminente !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

22 Janv.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

229

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

648 558 Vaccinations incomplètes

2 863 181 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 775

Guéris

31 953

Décès

743

dont 03 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.21



/ Une /



Blasphème et fausses accusations : Tabital Pulaaku contre-attaque !

P.5

/ Brèves /



Mali : Un chèque de 6,5 milliards aux ayants droit des militaires tombés au front

P.11

Soldats ivoiriens arrêtés au Mali : « Ouattara n'a jamais voulu franchir le pas de la confrontation » (le monde)

P.11

Equipement des FAMA : Non, cette image ne montre pas les missiles balistiques de l'armée malienne

P.12

La polyclinique des armées de Kati : Le président de la transition félicite et encourage les blessés de guerre pour leur bravoure sur le terrain

P.12

La mission de l'ONU au Mali : "pas viable" sans augmentation des troupes (projet de rapport)

P.13

/ Actualité /



Armée malienne : La flotte arienne renforcée

P.15

Fête de l'Armée nationale : La fierté retrouvée !

P.16

Autosuffisance alimentaire : Les acteurs du secteur se concertent !

P.18

/ Politique /



Sécurisation du pays et des élections : L'opération « Tilé Kura » imminente !

P.20

Rentrée diplomatique : Les orientations du ministre Abdoulaye DIOP

P.21

Le Mali des vertus : Alerte générale, Les malhonnêtes risquent bien de causer la perte de notre nation

P.22

/ Culture & société /



Bienfaits pour le Mandé : La coordination des jeunes du Mandé reconnaissante

P.28

/ International /



Islam : Le cheikh Ibn Bayyah, une riposte africaine à l'extrémisme

P.29

Burkina Faso : Nouvelle manifestation à Ouagadougou contre la présence française

P.30

/ Sport /



62ème anniversaire de l'armée : Les forces de défense et de sécurité manifestent leur fraternité à travers le sport

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampkile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Malikilé

VOUS SOUHAITE
UNE BONNE ET HEUREUSE ANNEE

2023



HAPPY NEW YEAR





Blasphème et fausses accusations Tabital Pulaaku contre-attaque !

L'association Tabital Pulaaku a fait part de son mécontentement, face aux nombreuses accusations portées en son endroit ainsi que certains cadres de la communauté peule. L'information a été portée à l'endroit des professionnels des médias le 19 janvier 2023...

Le point de presse animé à ce sujet tourne autour de trois points essentiels. Il s'agit de l'accusation de Sékou Allaye Bolly contre Tabital Pulaaku et les cadres de la communauté peule, le blasphème contre les figures emblématiques et historiques du Mali, Sékou Ahmadou et El Hadj Oumar Tall et l'acharnement du Collectif pour la Défense des Militaires (CDM) contre l'Association Tabital Pulaaku Mali.

Selon cette association, « depuis quelques semaines, voire quelques mois, l'on assiste à une vaste campagne à peine voilée, de dénigrement, d'accusations

tout-aussi fantaisistes qu'infondées, visant, sans les nommer, des cadres et notables de la communauté peule taxés de complicité avec les terroristes. Même, plusieurs fois répétées, même relayées à grands renforts de médiatisation, ces accusations souffrent d'un manque criard de consistance et pèchent par leur extrême légèreté. »

L'association refuse qu'on « se livre à des spéculations et à des extrapolations » de nature à « donner libre cours à des allusions propres à semer des doutes et des confusions dans l'esprit des personnes de

bonne foi ».

Pour l'association, il est question de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et non des accusations sans fondements visant des notables et des cadres peuls.

« Le terrorisme a semé la désolation et mis à mal des populations qui ont toujours vécu ensemble dans une parfaite harmonie et qui, aujourd'hui, se regardent avec méfiance, avec évitement voire, avec haine. Et le terrorisme doit être combattu », lit-on dans la déclaration.

Cependant, l'association Tabital Pulaaku et la communauté peule malienne Mali soutiennent fermement la lutte contre le terrorisme au Mali.

« **Tabital Pulaaku, nous l'avons dit et nous ne le répéterons jamais assez, de la base jusqu'au niveau national, est animée et n'est animée que par des patriotes convaincus, des femmes et des hommes qui ont toujours fait preuve de loyauté vis-à-vis de l'Etat. A tous les niveaux et même en dehors de l'association, ils ont fait montre d'un comportement au summum de l'exemplarité** », soutient l'association. Le souhait de l'association et des cadres peuls c'est de voir la crise actuelle totalement résolue et le vivre-ensemble, entièrement rétabli entre toutes les composantes de la Nation aussi bien au centre que partout ailleurs au Mali.

L'association refuse que l'on désigne des coupables sans preuve. « **On part toujours d'un crime ou d'un délit pour en rechercher le ou les auteurs** », a-t-elle conseillé avant de dénoncer la démarche de Sékou Allaye Bolly. Par ailleurs, l'association dit compter sur les autorités compétentes qui sauront agir fort opportunément sans se laisser dicter des méthodes de travail, sans se laisser influencer par des vendeurs de chimères qui prennent leurs désirs sordides pour des réalités.

« **Tabital Pulaaku se dédie entièrement à la paix et est prête à tous les sacrifices pour parvenir à cette fin. Mais, Tabital Pulaaku ne pactisera jamais avec le diable. Elle ne s'associera jamais à ceux dont les mains sont souillées du sang d'innocents. Les drames de Koulogon, d'Ogosagou I et II, de Bombou, de Boulbé, de Komboko (Bamba), de Peh, de Lessagou, de Mora, de Synda, de Diengo-Ouro etc., sont tout frais dans les esprits pour être si vite oubliés** »

Selon Tabital Pulaaku, les auteurs de ces multiples crimes sont connus et leur quête désespérée d'une nouvelle forme de virginité ne trompera personne. Car ils sont suffisamment porteurs de haine pour prétendre semer des graines d'amour et de paix.

Dénonciation contre le blasphème

L'association « a été très désolée ces der-



niers temps, d'entendre certains responsables de la milice criminelle Dana Ambassagou dissoute, mais toujours active, blasphémer des figures importantes de l'histoire de notre pays, telles que Sékou Ahmadou et Elhadj Oumar Tall. Ces deux grandes personnalités méritent le même respect que celui dû à Soundiata Keïta, à Kankou Moussa, à Soni Aliber, à Askia Mohamed, à Tièba, à Babemba, à Fihroun et à tant d'autres ». En ce sens, l'association interpelle les autorités maliennes à tous les niveaux afin que cessent ces attaques injustifiées contre ces illustres personnalités dont le seul tort est d'appartenir à la communauté peule. Car, dit-elle, « Sékou Amadou et Elhadj Oumar

Tall, n'étaient pas des terroristes, mais des érudits qui ont prôné et propagé un islam pacifique et tolérant ».

Dénonçant le Collectif de Défense des Militaires, le CDM, qualifié de regroupement d'« **agitateurs réunis** », Tabital Pulaaku conseille par ailleurs, de ne point se tromper d'adversaires car, elle n'a jamais nourri la moindre haine contre les éléments de nos vaillantes Forces de Défense et de Sécurité. Au contraire, Tabital Pulaaku salue le courage et la détermination de ceux qui ont choisi de faire le sacrifice de leur vie pour la Patrie. Ils méritent respect et considération de tous.

■ Binadjan Doumbia



Forces Armées Maliennes



Le Génie Militaire : L'Association NIAMBELE et fière appuie les FDS

Dans le cadre des festivités du 62ème anniversaire de l'Armée malienne, l'Association NIAMBELE et Fière a organisé, le vendredi 20 janvier 2023, au 34ème Régiment du Génie Militaire, un don de sang au profit des Forces de Défense et de Sécurité. L'objectif est de contribuer à la montée en puissance des Forces de Défense et de Sécurité dans leur mission de défense de la patrie en sauvant des vies des blessés de guerre. Donner son sang est non seulement un acte de générosité et de solidarité pour les malades en nécessité de transfusion sanguine mais aussi et surtout un geste qui permet de sauver des vies.

Selon le Directeur Exécutif de l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), M. Alassane NIAMBELE, membre de ladite Association, cette initiative de don de sang au profit des FAMa est salutaire. Il a déclaré que donner son sang à son armée est une manière pour eux de la soutenir dans leur mission de sécurisation des personnes et de leurs biens, avant de noter que nous sommes à un moment crucial dans notre pays où chaque citoyen doit contribuer à son développement à travers des gestes salvateurs.

Le président de l'Association NIAMBELE et frère Fousseyni NIAMBELE a, dans son intervention, remercié les donateurs volontaires pour leur geste dans l'optique de sauver des vies humaines tout en sensibilisant l'opinion à la nécessité du don de sang régulier pour assurer la sécurité et la disponibilité du sang au profit de nos vaillants militaires. Il a, par la suite, déclaré qu'il n'y a pas de geste plus humaniste que de donner son sang pour sauver son prochain avant de soutenir que le geste de son association renforcera davantage le stock de la banque de sang. Il a exhorté les autres citoyens à ce geste aussi noble que nécessaire.



CAN 2023



#FOOTBALL De nouvelles révélations sur Karim Benzema pourraient cette fois faire tomber Didier Deschamps

La mise à l'écart de Karim Benzema lors de la Coupe du Monde continue d'alimenter les débats du côté de l'Hexagone. Visiblement, il y avait du flou dans cette affaire et l'entraîneur Didier Deschamps y est certainement pour beaucoup.

Il y a deux semaines, le gardien de but et capitaine de l'équipe de France #Hogo_Lloris expliquait (à l'occasion de l'annonce de sa retraite internationale) que Karim s'était blessé le soir à l'entraînement et le lendemain matin, à la surprise générale, les joueurs apprenaient qu'il était parti et qu'il ne disputera plus la coupe du monde.

Cette semaine, l'ancien international français et consultant sport #Jérôme_Thoen fait une autre révélation sur RMC Sport.

Selon l'ancien parisien, Benzema n'a pas eu accès aux examens IRM réalisés sur sa blessure :

« Suite à l'IRM, on lui dit que sa blessure va prendre 3 semaines. Karim veut voir les clichés, on lui dit que ça appartient à la fédération... ». Jérôme Thoen poursuit ses révélations, ajoutant :

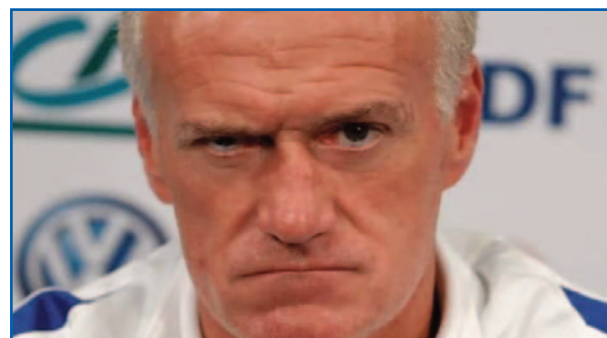
« #Karim_Djaziri (l'agent de Karim Benzema) a récupéré les clichés grâce à des gens qui bossent à Doha (Qatar), on m'a montré l'image. Le médecin dit que c'était 7 jours. »

De nouvelles révélations qui vont troubler le sommeil du sélectionneur Français, puisque la commission d'éthique de la Fédération Française de Football entend mener des enquêtes pour faire la lumière sur cette affaire.

Didier Deschamps qui vient d'être renouvelé jusqu'en 2026 pourrait être débarqué si la thèse du "mensonge" venait à être confirmée.

#Pierre_André_Stéphane

#Lepicinfos



237online.com, l'ouverture sur le Cameroun

237online.com Le rhodium, métal rare et convoité, devient le minerai le plus cher au monde: Le rhodium est un métal rare et convoité qui suscite un intérêt grandissant depuis quelques années, notamment en raison de



sa rareté et en raison des avantages considérables qu'il apporte aux industries technologiques et automobiles. Récemment, ce métal a dépassé l'or et le palladium pour devenir le minerai le plus cher au monde. Le 15 ...

L'article Le rhodium, métal rare et convoité, devient le minerai le plus cher au monde est apparu en premier sur 237online.com. #International #rhodium



■ Koba Sidy



Cameroun, assassinat du journaliste Martinez Zogo. Il animait une émission qui dérangeait beaucoup les autorités

■ Issa Kaba



Mea culpa : après vérification le matériel sur la photo est un monument sur la place d'arme du Génie militaire de la Base A .

Je ne dirai pas que l'information sur l'acquisition du GSP 55 est fausse mais celui qui est sur plusieurs pages Facebook avec la photo du jeune frère Thierno N'diaye de Ouverture média est un monument. Merci à Malick Konate et Abdoul Aziz Maiga .



#KAYES : Le cri de cœur des élèves de L'IFM a été entendu par le mouvement #An biko . Un Ouf de soulagement pour les élèves et professeurs, les travaux de réalisation d'un forage ont débuté ce vendredi 20 janvier 2022 à L'IFM Kayes.



Félicitations Mahamadou Kanetu as une belle équipe cette année, disons la vérité.

■ MALI KANU



Pris sur Koulikoro infos 24

#URGENT: Aujourd'hui à Bamako, cinq (5) porteurs d'uniformes se sont évadés de leur lieu de détention. Ils sont activement recherchés. La population est priée d'informer le poste de sécurité le plus proche.

Source: #Ibou_SY



■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

En prélude à la Rentrée diplomatique prévue demain 21 janvier 2023 au Centre culturel Kôrè de Ségou, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a offert un cocktail dînatoire à ses hôtes de marque venus nombreux pour la circonstance.



Cette Rentrée diplomatique placée sous le prisme de la culture, le Ministre DIOP, dans ses mots de bienvenue et de remerciements, a magnifié la culture malienne dont l'immense richesse tant dans sa profondeur que dans sa diversité demeure un levier important pour

la diplomatie malienne d'affirmer l'identité toute particulière du Mali sur l'arène internationale.

Il a saisi cette heureuse occasion pour saluer le courage et l'engagement sacrificiel de nos forces armées, en ce jour anniversaire. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



■ MOUNTAGA TALL



BONNE FÊTE DE L'ARMÉE ET A NOS ARMÉES

La fête de l'armée commémore d'abord et avant tout notre fierté commune d'avoir voulu et construit des Forces de Défense et de Sécurité nationales dédiées aussi bien à la défense de la Patrie qu'aux tâches de développement. Cette décision était un acte majeur de souveraineté posé par notre peuple avec les pères de notre indépendance.

Cette armée a connu ses heures de gloire mais aussi des moments de recul voire d'humiliation liés à une gestion erratique exempte de tout sentiment patriotique de l'institution militaire.

Aujourd'hui, sans être " toute puissante », nos Forces de Défense et de Sécurité montent incontestablement en puissance. Elles paient le prix du sang pour la défense de la patrie et dans cette mission noble et difficile elles pleurent avec les autres maliennes et maliennes les pertes civiles et celles de leurs compagnons d'armes.

Nos Forces ne cessent de solliciter notre appui surtout en renseignements que nous devons leur donner spontanément pour une plus grande efficacité de leurs actions.

Hommage aux victimes civiles et militaires de la guerre qui nous est imposée !

Bonne fête de l'armée aux maliennes et maliens de l'intérieur et de la Diaspora.

Bonne fête à nos militaires, gendarmes, gardes, policiers, sapeurs-pompier, recrues en formation ainsi qu'aux élèves du Prytanée militaire. A ces vœux, j'associe les forces paramilitaires de la Douanes, des Eaux et Forêts et des services pénitentiaires.

Maitre Mountaga TALL

20 Janvier 2023

■ Walid Le Berbère



@Walid_Leberbere

#Mali La situation reste très critique à #Tessit malgré les efforts des FAMA. La zone est totalement sous contrôle de l'EIS. Ce dernier a instauré un blocus très strict sur la localité. Toutes les voies de ravitaillement et transport sont quasiment fermés depuis plus d'un mois...

■ Macky Sall



Je condamne très fermement l'acte odieux de l'extrémiste de droite suédois Rasmus Paludan qui a brûlé un exemplaire du Saint Coran. L'islamophobie et la haine des musulmans sont abominables et doivent être combattues sans concession.

■ Larmes des pauvres



#Mali -- Une nouvelle production de la fondation #Az_zallaqa branche médiatique du #JNIM présente les images d'adhésion des communautés du nord à jaama nostra wal islam wal musulmin sous le leadership du Amirou Moumine Iyad Ag Aly.



Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable odors.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Mali : Un chèque de 6,5 milliards aux ayants droit des militaires tombés au front



Le président de la transition, chef suprême des armées, le colonel Assimi Goïta a présidé ce vendredi à la place d'armes du génie militaire, les festivités du 62^e anniversaire de l'armée malienne.

Au cours de la cérémonie, le chef de l'État a remis un chèque géant de 6,5 milliards de Fcfa au ministre de la Défense et des Anciens combattants qui l'a, à son tour, remis au directeur du Service social des Armées. Cette somme est le montant général des indemnités forfaitaires de 10 ans, du douzième groupe de paiement, destiné aux ayants droit des militaires tombés au champ d'honneur. Aussi, des chèques géants individuels ont été remis aux familles de trois militaires tombés les armes à la main pour la défense de la patrie. Il s'agit de Fatoumata Diarra, veuve de feu lieutenant Fily Seidina Sissoko, Modibo Niaré, père de feu sergent Moussa Niaré et Housseyni Aliou Diallo, père de feu caporal Mohamed Housseyni Diallo. La cérémonie a pris fin par un défilé militaire et une parade des avions de l'Armée de l'air. A la fin de la cérémonie, au cours de l'interview qu'il a accordée à la presse, le chef de l'État a salué l'engagement des Forces de défense et de sécurité engagés sur les théâtres d'opération. Le colonel Assimi Goïta a rassuré le peuple malien de leur engagement et de leur détermination à défendre l'ensemble du territoire national. Il a, en outre rassuré les Forces de défense et de sécurité en tant que chef suprême des Armées, de l'appui constant des autorités de la Transition jusqu'à la pacification totale du territoire national.

Dieudonné DIAMA / Source : Infowakat

Soldats ivoiriens arrêtés au Mali : « Ouattara n'a jamais voulu franchir le pas de la confrontation » (Le monde)



Le retour à Abidjan le samedi 7 janvier 2023, des militaires ivoiriens détenus au Mali marque la fin d'un bras de fer de six mois entre les autorités des deux pays. Selon le média Le Monde, le président ivoirien, Alassane Ouattara n'a jamais voulu franchir le pas de la confrontation.

Les 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis six mois ont atterri samedi 7 janvier 2023 à Abidjan, accueillis par le président Alassane Ouattara lors d'une cérémonie en présence de leurs familles et de l'armée nationale.

La libération des militaires ivoiriens, accordée par grâce présidentielle, a été rendue possible par la signature d'un accord, le 22 décembre 2022, à Bamako, en présence du ministre de la Défense de la Côte d'Ivoire et du ministre des Affaires étrangères togolais. De fait, Alassane Ouattara a préféré la diplomatie pour régler ce problème. Selon le média français Le Monde, le président ivoirien n'a jamais voulu franchir le pas de la confrontation, ni même des représailles.

« En signe de réconciliation, ce dernier a même appelé le colonel Goïta le 24 décembre 2022 pour lui proposer une visite officielle en Côte d'Ivoire. Un voyage encore très hypothétique tant le chef de la transition au Mali évite les déplacements à l'étranger depuis son premier coup d'État, en août 2020 », a fait savoir Le Monde.

Notons par ailleurs que dans son discours à la cérémonie d'accueil des soldats, le Chef de l'État a loué les vertus de la diplomatie, une voie qui a permis d'aboutir à ce dénouement heureux. Il ne pouvait pas en être autrement, selon lui, car le Mali est un pays frère et ami. Il s'est félicité du retour de nos soldats ainsi que de la mobilisation de la Nation pour cette cause. Il a en outre, exprimé son souhait ardent de voir le Mali, un pays frère, retrouver la paix et arriver à combattre le terrorisme et l'insécurité pour organiser des élections démocratiques et constitutionnelles dès l'année prochaine, comme arrêté d'un commun accord entre les Autorités maliennes et la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (CEDEAO).

Prince Beganssou / Source : afriksoir

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampkile@gmail.com

Site : www.malikile.com

Equipement des FAMA : Non, cette image ne montre pas les missiles balistiques de l'armée malienne



Un tweet largement partagé sur les réseaux sociaux, la semaine dernière a présenté une image comme celle de l'arrivée des missiles balistiques de l'armée malienne

Un compte tweeter dont le propriétaire n'a pas pu être identifié, a posté une image de véhicules chargés de roquettes. L'image est légendée du texte suivant je cite : « #Mali #Bamako Urgent-photo prise ce soir niveau tour d'Afrique, arrivée de nos missiles balistiques intercontinentaux », fin de citation. La capture d'écran de ce tweet a rapidement fait le tour des réseaux sociaux notamment les groupes whatsapp. Certains ont même fait le lien avec les avions de combat remis par le président de la transition à l'armée le 19 janvier dernier, veille de la fête de l'armée nationale.

Une fausse information

Mais, nos recherches nous ont révélés que ce tweet est un fakenews. L'image des véhicules qu'il montre comme étant des missiles balistiques de l'armée malienne est fausse. Grâce à la recherche par image inversée, nous avons trouvé l'origine de cette photo sortie de son contexte. L'image en question présente des super grand-lance-roquettes de la Corée du Nord. Il s'agit des équipements de l'armée nord-coréenne présentés lors d'un défilé militaire sur la place Kim-Il-sung à Pyongyang dans la capitale nord-coréenne. C'était en 2020. A voir la vidéo de ce défilé ici, notamment la séquence de 1h10 min à 12min.

Des avions de guerre et non des missiles

Les autorités de la transition ont réceptionné des avions de guerre et des hélicoptères de combat de la part de la Russie, jeudi dernier 19 janvier 2023. C'était à l'aéroport international Modibo kéita, en présence du président de la transition, du Premier ministre, de son gouvernement et de l'ambassadeur de Russie au Mali. Ces appareils sont la dernière d'une série de livraisons similaires d'équipements russes. Cela après avoir reçu d'autres en mars et août 2022. Il faut signaler que les appareils n'ont jusqu'à ce jour parlé de la réception de missiles balistiques intercontinentaux

Source : Studio Tamani

La polyclinique des armées de Kati : Le président de la transition félicite et encourage les blessés de guerre pour leur bravoure sur le terrain



Président de la transition, chef suprême des armées, le colonel Assimi Goita a partagé, le vendredi 20 janvier 2023 à la polyclinique des armées de Kati, un déjeuner avec nos vaillants militaires blessés sur les théâtres des opérations. C'était dans le cadre des festivités du 62ème anniversaire de l'armée malienne. L'évènement a enregistré la présence du premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maiga, des membres du gouvernement, du chef d'état-major général des armées ainsi que des chefs d'états-majors et directeurs de service. L'objectif est de fêter le 62ème anniversaire de l'armée malienne avec nos militaires blessés sur le terrain mais aussi pour leur relever le moral. Ce déjeuner a été un moment de communion, de partage et de cohésion entre nos vaillants militaires blessés et les autorités de la transition.

Selon le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio CAMARA, le président de la transition a témoigné toute sa satisfaction aux blessés de guerre pour leur service rendu à la nation avant de leur rendre un hommage mérité de la nation entière. "Si vous voyez que les populations vaquent librement à leurs occupations sans problème, c'est parce que d'autres ont accepté de donner leur vie et d'autres aussi sont blessés pour que nous puissions vivre" a laissé entendre le MDAC.

L'occasion était bonne pour le chef suprême des Armées de souhaiter un prompt rétablissement à ces blessés de guerre tout en les encourageant à garder le moral plus haut pour permettre aux autorités de la transition de rendre la sécurité et la paix sur toute l'étendue du territoire national.

La cérémonie a pris fin par une visite guidée du nouveau bâtiment du service des Urgences et à l'unité Psychiatrique de la Polyclinique des Armées de Kati.

Forces Armées Maliennes

La mission de l'ONU au Mali : "pas viable" sans augmentation des troupes (projet de rapport)

La mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali n'est "pas viable" sans augmenter le nombre de Casques bleus, selon un projet de rapport du secrétaire général de l'ONU obtenu par l'AFP.

Le projet de rapport évoque à l'inverse un retrait des troupes si elles ne sont pas en mesure d'exercer leur mandat. La Minusma a été créée en 2013 pour aider à stabiliser un Etat menacé d'effondrement sous la poussée jihadiste, protéger les civils, contribuer à l'effort de paix, défendre les droits humains... Mais la situation sécuritaire n'a cessé de s'aggraver. "La Minusma est une opération de maintien de la paix là où il n'y a pas de paix à maintenir", résume Antonio Guterres dans ce document remis aux membres du Conseil de sécurité et qui doit être publié prochainement. La mission, privée désormais du soutien d'opérations étrangères, notamment de la France qui s'est retirée en août dernier, "a fait de son mieux", mais "a été poussée au-delà de ses limites", note-t-il. Le rapport demandé par le Conseil de sécurité en juin lors du renouvellement de la mission pour un an estime ainsi que "la situation actuelle n'est pas viable" et propose trois séries d'options pour y remédier. La première serait de donner les moyens à la mission d'assurer pleinement son mandat en augmentant ses effectifs militaires et policiers de 3.680 personnes, ou de 2.000 dans une version plus modeste. Mi-décembre, la mission comptait 12.388 militaires (contre 13.289 au-



torisés par le mandat) et 1.598 policiers (pour 1.920 autorisés). Mais cette option requiert que "tous les paramètres" soient remplis. Parmi ces conditions, le secrétaire général cite des progrès dans la transition politique qui prévoit, après deux coups d'Etat militaires, le retour des civils au pouvoir en mars 2024, ainsi que la liberté de mouvement des Casques bleus alors que l'ONU dénonce les entraves imposées par les autorités maliennes. Option inverse, "si les paramètres clés pour que la mission puisse opérer avec son mandat actuel ne sont pas remplis", le secrétaire général évoque le "retrait des unités en uniforme" et la transformation en "mission politique spéciale", avec une présence uniquement à Bamako. Entre les deux extrêmes, le rapport propose un maintien du nombre de Casques bleus, mais la modification du mandat, avec la fermeture de certains camps ou une réduction de la présence dans le centre du pays.

AFP

COMMERCIAUX

MAD Sécurité est une société de Gardiennage recrute vingt-cinq (25) Commerciaux



PROFIL DU CANDIDAT

- Etre motorisé
- Avoir au minimum bac+2

Les candidats intéressés peuvent déposer leur dossier de candidature comportant (CV, et demande d'emploi) au siège de la société à Bougouba face Soterco

Tél: 61 75 00 52 // 71 67 19 90





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Armée malienne : La flotte arienne renforcée

Assurer la sécurité de l'Etat et du peuple malien en tous lieux et en toutes circonstances, tel est l'objectif des autorités maliennes. Pour ce faire, celles-ci ont décidé de faire de l'équipement des forces armées et de défense une priorité. C'est dans ce cadre que le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, Chef de l'Etat, a procédé le jeudi 19 janvier 2023, à la remise des clefs d'une vingtaine d'aéronefs au Chef d'Etat-Major Général de l'Armée de l'air, à l'aéroport Modibo Keita de Bamako-Senou.



Des appareils qui feront de l'armée malienne une puissance redoutable dans la sous-région. Les récentes acquisitions de matériels militaires s'inscrivent dans ce cadre. C'était en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maiga, du Président du Conseil national de Transition (CNT), le Colonel Malick Diaw, du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, des membres du gouvernement, de l'ambassadeur de la Fédération de Russie, des Chefs d'Etat-Major et directeurs de services des Armées, ainsi que de plusieurs partenaires du pays.

Ces nouvelles acquisitions, de conception russe, se composent d'avions de chasse et d'appui feu de type Soukoï 25, d'avions d'attaque et d'entraînement avancé de type Albatros L39, d'hélicoptères de manœuvre Mi8.

Le général de brigade Alou Boï Diarra, Chef d'Etat-major général de l'Armée de l'air, a réitéré au Chef de l'Etat, leur détermination à faire bon usage de ces équipements. « **C'était un fait, l'armée de l'air contribue à gagner les guerres de la nation. Cependant, elle n'est pas la seule déployée sur les théâtres des opérations. Elle ne saurait gagner une guerre à elle seule. L'efficacité**

et la rapidité de l'appui l'aérien ont pour effet de multiplier les capacités des troupes au sol. Dans notre doctrine militaire, la guerre se gagne d'abord par l'endurance, l'intelligence, le courage et la combativité des forces terrestres sur le champ de bataille. Ce lot vient s'ajouter aux nombreux autres déjà perçus et engagés au quotidien dans les opérations avec les résultats éloquentes que nous savons tous. Ces aéronefs très efficaces sont notamment reconnus pour leur robustesse et, sur la base de notre expérience déjà riche, on peut dire qu'ils sont

parfaitement adaptés aux réalités géographiques et aux rigueurs de notre zone climatique. Ils nous permettront de réaliser notre vision d'une armée qui se hisse toujours plus haut en se professionnalisant et en s'organisant d'avance pour aller toujours loin, tenir dans la durée et rester au cœur des opérations en vue d'être toujours plus forte, déterminée à gagner cette guerre pour la survie de la nation et le bonheur des populations », a-t-il espéré.

Dans la même foulée, le général de brigade Alou Boï Diarra, Chef d'Etat-major général de



L'Armée de l'air, affirme sans ambages que durant ces deux dernières années, les forces armées ont connu une dynamique de renforcement, de modernisation et d'équipements. Ces efforts de reconstruction ont été soutenus par les autorités maliennes, qui en ont fait une priorité nationale. Ces équipements viennent soutenir la montée en puissance de l'armée malienne de façon générale.

En prenant la parole, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Colonel Sadio Camara, a fait savoir que l'accession d'un pays à la souveraineté est un long processus dont le but final est de permettre à l'État d'assurer, en autonomie, les besoins essentiels de l'ensemble de ses citoyennes et citoyens. C'est une priorité pour chaque État de garantir la sécurité de sa population, que chaque génération a sa chance à saisir, et son fardeau à porter dans la vie d'une Nation. Cette responsabilité ne fait pas peur aux autorités maliennes qui se sont engagées à mieux doter l'outil de défense. « **La volonté de moderniser et d'équiper notre armée n'est pas uniquement liée à la crise sécuritaire, mais plutôt au souci d'assurer la sécurité de la population, qui n'est pas un luxe, mais une nécessité. Grâce aux efforts des autorités de la Transition et du peuple malien, les Forces de Défense et de Sécurité du Mali, de nouveau debout et autonomes, inspirent désormais le respect, et présentent une image positive du Mali à tous les partenaires, n'en déplaise aux nostalgiques d'un ordre révolu, qui voudraient que cette vaillante armée reste confinée à un rôle d'éternel assisté** », a clamé le ministre de la Défense et des Anciens combattants.

Le point saillant de cette cérémonie a été la remise officielle des clefs des nouvelles acquisitions et des vols de démonstrations du L39. Pour terminer cette journée en beauté, le Chef suprême des Armées, le Colonel Assimi Goïta, en compagnie de certains membres du gouvernement et des chefs d'État-major, a effectué une visite continue des nouveaux aéronefs.

■ Ibrahim Sanogo

Fête de l'Armée nationale : La fierté retrouvée !

La Place d'armes du 34ème Régiment du Génie militaire de Bamako a servi de cadre, le vendredi 20 janvier 2023, à la commémoration du 62ème anniversaire de la création de l'armée malienne. La cérémonie était placée sous la présidence du Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta. On notait la présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, des Présidents d'institutions, des membres du gouvernement, des Chefs d'Etat-Major, des directeurs de services des Armées et des diplomates accrédités auprès de la République du Mali...



A son arrivée, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a respecté une tradition pleine de symbole. Il s'agit du dépôt d'une gerbe de fleurs sur le monument du soldat inconnu. Ce geste a été suivi de l'exécution de l'hymne national. Ensuite, il procéda à la revue des troupes. Après les honneurs rendus, le Colonel Assimi Goïta s'est installé à la tribune officielle.

Le ministre de la Défense et des Anciens combattants, le Colonel Sadio CAMARA, a indiqué que dans la vie des hommes et l'Histoire des peuples, il y a des jours dont le souvenir est impérissable. « **Le 20 janvier, pour la nation malienne, pour les Forces de Défense et de Sécurité, fait partie de ces jours. Les activités du Souvenir nous rappellent de prendre le temps de rendre hommage à ceux et celles qui ont consacré leur vie au service de notre pays et à la défense de nos libertés, et resserrer les liens pour**

continuer de tenir le flambeau. Aujourd'hui, dans une atmosphère certes toujours tendue, mais bien plus sereine que l'année dernière, nous célébrons la fête de l'armée malienne. Les soubresauts des dernières semaines, marquées par des tentatives désespérées de troubler la quiétude des populations, ne sont que des témoignages des gesticulations d'une bête à l'agonie. Mais le Peuple malien ne sera plus jamais terrorisé, il reste plus que jamais debout, fier et déterminé », a-t-il déclaré.

Des efforts reconnus !

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, a saisi cette occasion pour rappeler la bravoure et le dévouement des forces de défense et de sécurité. Aussi, il a rappelé les efforts consentis

par les autorités maliennes, depuis le début de la Transition, pour améliorer significativement les conditions de vie et de travail de l'armée malienne, qui a réceptionné de nombreux équipements de combats et de transports. La capacité opérationnelle des unités des forces de défense a atteint un niveau en effet fort appréciable.

Le Colonel Sadio Camara s'est incliné devant la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires y compris étrangères tombées sur le champ d'honneur. « **Il est particulièrement approprié pour notre armée, en ce jour, de rassurer le peuple malien, qu'elle s'acquittera avec détermination de ses responsabilités pour faire de notre pays un havre de paix** », a-t-il ajouté.

Déterminé à en découdre avec les groupes extrémistes violents qui sont en débâcle, Sadio Camara a laissé entendre que le peuple malien peut être fier de son armée. « **Notre outil de défense est en pleine restructuration en même temps qu'il fait la guerre. Nous continuerons à défendre nos couleurs jusqu'au sacrifice suprême. En prenant le chemin des théâtres d'opération, le soldat malien, dont l'objectif est de sécuriser ses concitoyens, sait qu'il n'a qu'une alternative : périr ou revenir après avoir accompli la mission. Face au danger qui guette le pays, ces braves hommes ne reculent devant aucun obstacle, avec les bénédictions des proches. Notre détermination n'est nullement entamée, ni par**

les pertes que nous subissons, ni par les actions perfides de ces barbares qui veulent semer le doute dans les cœurs et les esprits. Ceux qui servent directement ou indirectement d'autres intérêts que ceux du peuple, ignorent la détermination des Forces de Défense et de Sécurité qui sont issues d'un peuple résilient, le peuple malien », a-t-il martelé. Et de poursuivre que le 20 janvier de cette année revêt un cachet particulier, celui de notre souveraineté nationale retrouvée, et en phase avec l'attachement du peuple aux idéaux du changement et du renouveau défendus.

La reconnaissance de l'Etat !

Pour service rendu à la nation, plusieurs militaires se sont vus décorés par les plus hautes autorités. La médaille de Mérite National avec Effigie abeille a été décernée, à titre posthume, à 3 militaires tombés en défendant la patrie, 3 militaires ont eu la médaille de la Croix de la valeur militaire, la médaille du Mérite Militaire a été décernée à 10 militaires. Aussi, 2 militaires ont eu la médaille de Sauvetage pour avoir sauvé la vie de 4 soldats et récupéré 2 véhicules grâce à leur courage et professionnalisme à la suite d'une embuscade entre Banamba et Guiré et la médaille des Blessés est revenue à 5 militaires. La fête a été agrémentée par la remise d'un chèque géant d'une valeur de plus de six milliards de FCFA par le Président de la Transition, le Co-

lonel Assimi Goïta au ministre de la Défense et des Anciens combattants qui l'a, à son tour, remis au Chef du Service Social des Armées. Il faut noter ce chèque est destiné aux familles de militaires tombés sur le champ de l'honneur. Des chèques individuels ont également été remis. Après ce moment plein d'émotion, le public a eu droit à un imposant défilé militaire suivi d'une parade des aéronefs.

Le Chef de l'Etat appelle à un partenariat sincère !

Dans une interview accordée à la presse, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta a rendu un hommage mérité au père de l'indépendance, le Président Modibo Keita, sous le leadership duquel l'Armée malienne a vu le jour. Selon lui, aujourd'hui, le souci principal du peuple malien est la restauration de la sécurité sur l'ensemble du territoire national. « **Tout en souhaitant une bonne fête à toutes les Maliennes et à tous les Maliens, de l'intérieur comme de l'extérieur, j'adresse mes remerciements à ce peuple pour tous les sacrifices consentis et la résilience dont il a fait preuve. Ce sont ces sacrifices qui ont permis d'acheter tous ces matériels** », a-t-il fait savoir, avant de saluer l'engagement des Forces de Défense et de Sécurité sur les théâtres d'opérations depuis une dizaine d'années.

Le Chef de l'Etat a également souhaité une bonne fête à tous les partenaires du pays. « **Leur présence parmi nous témoigne que le Mali n'est pas isolé et qu'il ne sera pas isolé. Le peuple malien a opté pour une nouvelle orientation de sa coopération, basée sur l'efficacité, la sincérité. Une coopération dont les résultats tangibles seront appréciés par nos populations qui sont les premières bénéficiaires** », a-t-il renchéri.

Pour conclure, le colonel Assimi Goïta a rassuré que le Mali est ouvert à tous les partenaires, pourvu que les trois principes qui guident désormais l'action publique - à savoir : le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires opérés par le Mali et la prise en compte des intérêts vitaux du Peuple malien dans les décisions prises - soient respectés.

■ Ibrahim Sanogo



Autosuffisance alimentaire : Les acteurs du secteur se concertent !

Le ministre du Développement rural, Modibo Keita a présidé, le jeudi 19 janvier 2023, à l'hôtel Radisson Collection, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de concertation sur l'institutionnalisation de l'Assurance Agricole au Mali. C'était en présence du représentant du ministre de l'Économie et des Finances, du représentant du FIDA au Mali, représentant de la Coopération Danoise, des responsables des services Centraux, des Projets et Programmes du ministère du Développement rural...



L'objectif de ce programme consiste à mettre en place un mode opératoire et un planning clair pour la mise en place d'une structure pérenne d'assurance agricole au Mali. L'assurance agricole peut protéger les producteurs en couvrant les pertes dues à des phénomènes climatiques défavorables. Elle peut ainsi contribuer à maintenir leur niveau de revenu et leur permettre de poursuivre leur activité agricole même en cas de pertes des récoltes. Faudrait rappeler que le partage des efforts et initiatives en cours pour l'institutionnalisation de l'Assurance Agricole au Mali est d'une grande importance pour notre économie car il concerne les activités de plus 80% de la population active qui produisent près de 40% du Produit Intérieur Brut. Il est aussi innovateur car, si parler d'assurance dans notre pays est familier dans les domaines du transport, du commerce, des mines, des voyages ou d'autres activités, il en est autrement dans le domaine agricole.

Le secrétaire général du ministère du Développement rural, Daniel Kéléma a rappelé que c'est dans le cadre de la dynamique de soutien aux efforts consentis par le Gouvernement pour le développement et la promotion de l'Assurance Agricole, que le projet INCLUSIF s'est engagé dans un partenariat avec l'ONG canadienne « SOCODEVI », dans le cadre de la gestion des risques agricoles. Ce partenariat est une manifestation de la volonté du projet d'apporter son soutien aux initiatives susceptibles d'aider à faciliter l'appropriation de la notion d'Assurance Agricole.

« Le projet INCLUSIF s'est alors investi dans un processus de capitalisation des produits d'assurance Récolte Indicielle Rendement (RéCIR) développés par le Projet Financement Agricole et Rural au Mali (FARM). Le mandat de développement des produits d'Assurance Agricole inclusive a été confié à "SOCODEVI" avec les objectifs ci-après : la poursuite de la mise à l'échelle des produits d'assurance

déjà existants (maïs, Riz et échalote), le développement de deux nouveaux produits d'assurance récolte (le sésame dans la région de Koulikoro et le mil dans celle de Ségou), l'appui à la mise en place du dispositif national d'Assurance Agricole au Mali. L'exercice devrait permettre à terme d'assurer l'amélioration des performances des chaînes de valeurs axées sur l'inclusion et l'innovation en réponse aux changements climatiques, incluant des produits d'assurance climatique », a-t-il précisé.

Dans la même veine, le secrétaire général du ministère du développement Rural a soutenu que le gouvernement ambitionne de créer une structure pérenne d'Assurance Agricole qui permettra de capitaliser toutes ces expériences ; et fédérer les efforts dans le sens de la couverture de l'ensemble des risques liés à toutes les activités du monde rural. Il s'agit de l'agriculture vivrière, de l'élevage, de la pêche ou de l'exploitation forestière. « La mission d'institutionnalisation de l'Assurance Agricole au Mali est aujourd'hui une réalité. Elle s'approprie les acquis engrangés par le projet FARM dans le domaine. La création du comité de pilotage pour la mise en place d'une Assurance Agricole au Mali (Comité PAR-UEMOA) en est la preuve. Dans cette perspective, il est indispensable et urgent de réussir l'harmonisation des interventions (gouvernementales et privées), la consolidation des acquis et la capitalisation des résultats des projets clôturés et en cours », a-t-il assené.

Par ailleurs, Daniel Kéléma dira qu'un autre défi - et non des moindres - est la mise en valeur et le renforcement des capacités de l'encadrement à travers des outils adaptés pour atteindre le maximum de cible du projet INCLUSIF et aussi permettre à la Direction Nationale de l'Agriculture et les services techniques du ministère du Développement rural, de jouer pleinement leur rôle de vulgarisation et d'appui-conseil du monde rural, a-t-il indiqué ; avant de déclarer ouverts les travaux de l'atelier de concertation sur l'institutionnalisation de l'Assurance Agricole au Mali.

■ Ibrahim Sanogo



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Sécurisation du pays et des élections : L'opération « Tilé Kura » imminente !

Le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, a annoncé le lancement d'une opération d'envergure dénommée : « Tilé Kura » dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des prochaines élections. C'était dans son adresse à la Nation à l'occasion de la fête du 62ème anniversaire de l'armée malienne. Cette opération consolidera non seulement les acquis de « Kélétigui », mais s'inscrira aussi dans la dynamique de sécurisation de la tenue du référendum ainsi que des élections générales à venir.



L'armée malienne a fêté, le vendredi dernier, son 62ème anniversaire. L'occasion pour le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, de saluer les acquis de l'armée malienne dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. « C'est le lieu pour moi de saluer l'engagement des FAMAS et la bravoure des soldats durant l'année écoulée », a félicité le chef de l'État. Après avoir rendu hommage aux soldats tombés sur les champs d'honneur, le colonel Assimi Goïta a rassuré que la « nation reconnaissante n'oubliera jamais le don de leur vie ».

Bientôt l'opération « Tilé Kura »

Le président de la Transition a profité de la fête du 62ème anniversaire de l'armée malienne pour saluer les exploits des différentes opérations initiées depuis 2020 contre le terro-

risme. Le but de ces opérations, selon le colonel président, consiste à protéger et soulager les souffrances des populations exposées aux actions perfides des groupes armés terroristes. « L'opération "Maliko" s'est largement focalisée sur le retour de l'autorité de l'État et de la restauration de l'État de droit ainsi que la libre circulation des personnes et de leurs biens » a expliqué le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta. Cette opération a été suivie par une autre, « Kélétigui ». Celle-ci a été marquée par la prise d'initiative pour le contrôle effectif du terrain, aux dires du président. « C'est ainsi que de nombreuses zones refuges des terroristes ont été identifiées et détruites au cours de l'année 2022 sans compter la récupération d'importants lots de matériels et de munitions », a salué le président de la Transition.

Au-delà de ces opérations, les autorités de la transition annoncent une autre d'envergure. Il s'agit de « Tilé Kura ». L'objectif de cette nouvelle opération, vise non seulement à consolider les acquis de « Kélétigui », mais également, s'inscrire dans la dynamique de sécurisation de la tenue du référendum ainsi que des élections générales à venir. « À terme, toutes ces opérations concourent... à étendre les espaces contrôlés pour permettre la libre circulation des personnes et de leurs biens, facteur de reprise des activités socioéconomiques et du retour durable de l'Administration et des services sociaux de base », a précisé le colonel Assimi Goïta.

Les efforts des autorités en faveur de l'armée

La montée en puissance de l'armée applaudie par les Maliens traduit les efforts extraordinaires des autorités de la transition. Cela, en termes de formation, d'équipements, de recrutement, de gestion des personnels...

A en croire Assimi Goïta, en 2022, les Forces de Défense et de Sécurité ont été renforcées en matériels roulants majeurs, en armements et munitions pour augmenter les capacités des unités terrestres. « Des avions de chasse de type Su-25 et L-39 Albatros, des hélicoptères de types Mi-35, Mi-24, Mi-8, Mi-171, et un avion de transport multi rôles de type CASA C-295 pour renforcer les capacités aériennes et aéromobiles. Nous avons également acquis des radars de surveillance, des moyens de défense sol-air et des drones de type Bayraktar TB2 pour davantage renforcer les capacités de l'Armée de l'Air », précise le président de la Transition qui rappelle de multiples réalisations sur le plan des infrastructures, parmi lesquelles la construction de 4000 logements dont 1000 sont déjà en construction, pour les Forces de Défense et de Sécurité dans la garnison de Kati ainsi que dans d'autres régions, la construction de l'hôpital militaire de 4ème génération qui se poursuit ... « Après la construction des camps de Nara et de Banamba, celle de Bougouni, San, Koutiala, Diema et Kita est imminente », note le colonel Assimi Goïta.

Anguimé Ansama

Rentrée diplomatique :

Les orientations du ministre Abdoulaye DIOP

À l'ouverture des travaux de la session inaugurale de la rentrée diplomatique du Mali, qui a eu pour cadre le Centre culturel Kôrè de Ségou le samedi 21 janvier 2023, le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale S.E Abdoulaye DIOP a situé l'initiative dans son contexte. Il s'agit, selon lui, d'une étape du processus visant la codification de la diplomatie culturelle et sa mise en œuvre comme priorité de la politique extérieure du Mali.

■ En effet, la réalisation des activités relatives à la valorisation de la culture, à la promotion de la destination Mali et à l'amélioration de l'image du pays, entre autres missions phares » sont parties intégrantes « du corpus de missions que les structures centrales et extérieures du Ministère des Affaires étrangères exécutent au quotidien », a laissé entendre le ministre DIOP à l'endroit des ambassadeurs et représentants d'organisations accrédités au Mali.

« Le Mali apprécie à sa juste valeur l'engagement, à ses côtés, de partenaires qui

adhèrent aux principes-clés qui déterminent l'action publique de notre pays », tel est l'essentiel du message du président de la Transition, le colonel Assimi GOITA à l'occasion de la session inaugurale de la rentrée diplomatique du Mali qui s'est déroulée ce 21 janvier 2023 au centre culturel Kôrè de Ségou. Dans ce message délivré par le ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, S.E Abdoulaye DIOP, a indiqué que cette rentrée diplomatique est placée sous le thème de l'apport de la culture à l'outil diplomatique, afin de valoriser et de faire le meilleur usage de la richesse et du patrimoine

multiséculaire du Mali.

Signalons que cette session inaugurale de la rentrée diplomatique s'est déroulée sous le thème: « **Faire de la culture un outil d'influence au service de l'action extérieure du Mali** ». À travers cette thématique, dira le diplomate malien, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, en étroite collaboration avec le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, œuvre à valoriser le formidable potentiel offert par la diversité culturelle et la richesse du patrimoine malien.

« **En outre, la culture permet d'asseoir un climat de paix, de sécurité et de dynamisation des économies nationales, sous régionale et régionale. L'industrie culturelle et artistique constitue en effet un levier important du développement de notre pays. A cet égard, je me réjouis d'avance de lire les conclusions pertinentes qui sanctionneront vos travaux, afin de mieux apprécier l'apport de la culture à la promotion des valeurs qui concourent à une stabilité durable et harmonieuse** », a indiqué le chef de la diplomatie malienne.

■ Binadjan Dombia



Le Mali des vertus : Alerte générale, Les malhonnêtes risquent bien de causer la perte de notre nation



La malhonnêteté, autrefois circonscrite dans notre espace à un milieu marginal, n'a, aujourd'hui, plus aucune limite. Mais, parler de malhonnêteté dans la généralité n'émeut personne. De qui parle-t-on ? Il convient de ce fait de nommer les malhonnêtes. Ils sont partout et sont légion dans nos villes et nos campagnes, nos lieux de travail et de culte, dans les affaires et les souks, dans tous les coins et recoins de la société. Il n'y a pas un métier, une profession, une fonction, une occupation, du bas de l'échelle au sommet de l'État, où les malhonnêtes ne sont là à tirer des ficelles de la situation, pour sauver leurs mal acquis et renforcer leur assise. Cette grouillante armée de malveillance, ayant comme ennemis les redresseurs de tort, qu'elle tente d'acculer, est la première des menaces contre la solidité de la nation et la viabilité de ses institutions.

Vouloir bâtir le Malikura en la compagnie de cette horde coupable est risqué.

En jetant un regard introspectif, on trouve que l'Afrique est victime, à la fois, d'elle-même et de ceux-là qui en ont fait leur territoire de chasse, de conquête ; massacrant au passage ses populations, accueillantes et inoffensives. Ayant subi des barbaries en tout genre, inutile de les énumérer ici, nos pays, en plus d'un demi-siècle d'auto-détermination, n'arrivent toujours pas à se construire librement, par eux-mêmes, dans la dignité et le respect obligé des autres. Bien sûr, ceux qui sont venus nous agresser, nous réduire et exploiter pour s'enrichir, ne sont prêts, le moins du monde, à abandonner ni les énormes avantages ni les scandaleux profits qu'ils ont pu tirer et tirent toujours de cette conquête. Ils prétendent même nous avoir fait du bien, et

se refusent à une quelconque repentance, qu'oblige une conscience humaine. Des fripouilles aux commandes de leurs États s'enrichissent éhontément.

Contrairement à notre civilisation de l'être, d'une profonde humanité spirituelle, universelle, la leur, pour ce que l'on en retient, est basée sur l'avoir, le gain, le culte inextinguible du matériel, la folie de la chasse au trésor, à gagner coûte que coûte. Ils ont, pour cela, fait couler des rivières de sang. Ils continuent toutes les combines, manigances, stratagèmes, manipulations, subterfuges, traîtrises et crimes leur permettant de nous maintenir dans leur giron, sous leur joug, dépendants d'eux, asservis, soumis, dociles, et même consentants. Je reviendrai sur ce paradigme. Il est bon de rappeler qu'ils ont réussi, depuis la période d'invasion, à se faire parmi nous des collaborateurs et des substituts, et à faire d'eux avec leurs familles des protégés, des privilégiés, qui veillent toujours à défendre leurs

intérêts. C'est connu. En plus de ceux-là, ils arrivent toujours à recruter, enrôler, instrumentaliser, des affidés, soit par la séduction, la corruption, ou des pressions. Quelques vils individus aussi proposent leurs services, prêts à se vendre, à trahir les siens, capables, comme on l'a vu, de toutes les bassesses. Ces genres de serviteurs sont disposés à toutes sortes de sales besognes, pour gagner la confiance du maître pourvoyeur, bénéficiaire de ses largesses, obtenir de lui des récompenses, et occuper grâce à lui des positions subalternes gratifiantes, en vue de satisfaire leurs désirs de prendre un ascendant social et d'assouvir leurs instincts de possession, comme une revanche à prendre sur la bonne société. Voilà les trois types de sbire formant « la cinquième colonne » qui, manifestement, ont aidé l'invasisseur étranger, le colonisateur, les Français, à nous atteindre, nous avoir à leur portée, et nous dominer. Et, c'est cette complicité ostensible d'un côté, et voilée de l'autre, qui reste une des grosses entraves à notre capacité effective de nous soustraire du système criminel de domination de ces esclavagistes et colonialistes impénitents et de leurs complices, déguisés. C'est ce qui me fait dire que le problème de fond du Mali est une question de souche, bòkolo. Chaque fois que la France est indexée, le discours ambivalent de ces valets de l'ombre est de ramener le débat sur nos propres fautes, occultant le fait patent que l'intelligence avec la France est une pièce centrale des « affaires africaines ». Je leur ai rabattu le caquet dans mon récent article paru dans la presse : « La nouvelle occurrence ». Nombre des familles et progénitures d'anciens collaborateurs de l'occupant servent, à leurs places et fonctions obtenues plus ou moins par arrangement, l'intérêt du pacte d'alliance (pour les uns), ou de trahison (pour les autres), de leurs ascendants. Gonka ! Il en est de même avec les filiations de certains de nos martyrs, subtilement récupérées au fil du temps par le bourreau et sa garde. C'est dire que ces lignées de sujets fidèles restent le plus souvent enclines à se plier à la volonté de la France, ou tout au mieux à se prétendre neutre, incapables de se ranger derrière l'évident intérêt national.

On se doute, aussi, que ceux qui ont négocié l'obtention de la nationalité française, apparentés ou non à ces familles-là, soient, eux, contraints et piégés par les termes d'engage-

ment de leur intégration citoyenne, avec ses conditions implacables d'allégeance à la patrie volontairement choisie. Bien sûr, ces candidats n'en mesurent pas toujours les conséquences sur leur conscience, lorsqu'il s'agira un jour d'opter pour l'une ou l'autre patrie. C'est déjà le cas, à présent. On observe une certaine timidité, la bouche cousue, et les esquives gênées.

Notre État est fragile. Il est d'autant plus fragile, et basculable, qu'il se trouve être vulnérable, exposé à l'hostilité de l'ennemie déclarée. Nous accusons des points faibles réels face, d'une part, aux coups des pions placés, des laquais et agents de la France tapis dans les rouages de l'État malien et dans nos relations sociales ; d'autre part, aux contre-coups des cellules secrètes actives, des cadres francophiles assumés, de la mafia française et son « soft power » dans toutes les sphères. Ce qui paraît le plus inquiétant dans le jeu d'expression de notre souveraineté, bafouée, est la valse des malhonnêtes, au sommet de la pyramide.

Les malhonnêtes sont bien les auteurs du mauvais départ de l'Afrique des Indépendances. Depuis des décennies qu'ils se faufilent au devant de la scène, nous en essayons les déboires. Au stade où l'on en est, si l'on n'y prend garde, ils risquent bien de causer définitivement la perte de notre nation, le démantèlement de l'État, l'éclatement redouté du Mali, à la satisfaction des complotteurs voraces et des apatrides minables, au grand dam des patriotes et de leurs soutiens. C'est la raison qui prévaut à cette alerte générale, qui convoque tous ceux qui voudraient nous rejoindre dans le combat pour le Mali des vertus, le Mali du travail et de la probité intellectuelle, le Mali intègre, débarrassé des malhonnêtes, le Mali souverain.

Nous dénonçons en permanence, et à juste raison, les crimes d'une suprême bassesse perpétrés chez nous par les aventuriers de l'Occident. Nul ne peut les décharger de leur ignoble culpabilité irrévocable d'humanicide. Ceux qui ont assassiné, tué, massacré, exterminé, des hommes, des populations, des peuples, doivent nécessairement payer leur dette à l'Humanité, et, ils paieront tous pour leur crime. Ils ne sont pas voués aux gémonies de la revanche ni de la vengeance, pas plus à la loi du talion, et non plus à la haine ni à la barbarie punitive de leurs horreurs, non. Ils le

paieront par la honte du pardon supérieur, l'opprobre de la bassesse, le regret de l'ignominie, l'injure de la bestialité, de cette rage inhumaine, et de tant de lâcheté, de trahison, de pulsion odieuse, satanique. D'ailleurs, ils n'ont pas fini de nous tuer, et certains rêvent toujours de nous exterminer par tous les moyens : guerre et bombe, virus et vaccin, poison et gaz, clonage et manipulation génétique.

Nos différences en termes de faculté, d'aptitude, de capacité, de performance, d'endurance, d'adaptation, de résilience, ne sont-elles pas jusqu'ici des preuves de la divine induction ?

Nous leur sommes meilleurs dans le respect de la vie, de la personne, de l'être humain, dans ses différences contingentes liées à l'origine, au milieu, à la condition ; la race, l'identité, la couleur ; la religion, la langue, la culture ; la sensibilité, l'opinion, l'obéissance. L'avancée fulgurante de la civilisation du fer et du feu, domptant la nature, est un fait ; elle est matérielle. La supériorité de la civilisation de la terre et de l'eau, en harmonie avec la nature, est indiscutable ; comme je l'ai dit plus haut, elle est spirituelle et sans doute plus humaine. Victimes, sous ce rapport, tâchons seulement de ne pas faire sourdre des points d'interrogation, ou de doute, à travers de fâcheuses dérives. Avec les malhonnêtes, qui sont à leur image, tout est possible. Telle une malédiction, ils sont notre problème.

Il est complètement illusoire de croire pouvoir ramener à la raison des gens dont la conviction est faite que voler, détourner, abuser, comme ils l'ont fait et le font, n'est grave que si l'on se fait prendre. Et, même là, la prison ne fait plus peur à ces gens sans honte. Autrement dit, quartier libre pour profiter, sans scrupule. Puisqu'il faut être idiot pour opérer seul, et risquer de se faire attraper pour malversation, ils sont des groupes, en nombre plus ou moins important, selon le genre de forfait, qui agissent en réseaux, soit de parenté, de complicité, d'intérêt, ou de corporation, restant ainsi couverts et solidaires dans l'impunité. Ces prédateurs n'ont aucun sens moral ni un quelconque souci de l'impact de leur délinquance dans la gestion du bien public ; dans le déficit du trésor qui accentue notre fragilité et dépendance ; dans les injustices dont nous souffrons ; et, dans l'aggravation des inégalités ; car pour eux, ce n'est qu'un jeu. Il faut se servir autant qu'on peut. La barrière de l'opprobre, qui ser-

vait de protection cuirassée de la collectivité, a cédé en maints endroits, et est en voie de disparition.

J'ai entendu dire qu'il n'y a « rien de vrai dans tout ce qui se passe ». Ce qui signifie que le faux jeu est la règle dans la gestion des affaires publiques, et qu'il faut simplement « savoir tirer ses marrons du feu, gagner comme on peut ». Vous vous imaginez la gravité de cette fausse sagesse populaire, véhiculée de façon banale par des leaders d'opinion. Ceci est assez révélateur du fait que la société tend ainsi à cautionner la fausseté, l'indélicatesse, et par finir le crime, au nom d'une logique bancal de l'utilité pour soi. C'est le règne de la malhonnêteté et de l'indignité.

Le Mali, la société malienne, dans son essence, est très loin de cette mentalité besogneuse, de défaitiste résigné, qui s'est forgée durant une longue période de vacance de l'État, et qui perdure, depuis (cf. « J'ai des choses à dire à la jeunesse », éditions SIRA, © 2021). J'affirme que la malhonnêteté est à la base de la faillite des Institutions de la République.

La gestion du personnel de l'État a basculé, dans les années de plomb, dans des relations d'ordre clientéliste, favoritiste et népotiste. Les détournements et pratiques de corruption dans les services publics s'en sont suivis. L'affairisme se dévoila au sein de la direction de l'État, et à travers des prête-noms. Les banques, le trésor public et les sociétés et entreprises d'État ont systématiquement été pilés par l'establishment, dans une atmosphère d'anarchie et d'irresponsabilité. La graine de la malhonnêteté, chez les Maliens, auparavant disciplinés et dans la retenue, a ainsi été semée. Elle germa et se répandit. La corruption mentale et matérielle va devenir une gangrène de la société. C'est de cette manière que se développa la logique du fameux Tagnini, que j'assimile à un « utilitarisme ». Ceux qui s'abstiennent de se servir et d'abuser de la chose publique sont vus en parias, insultés et même traités de maudits. Je vous en dirai mot. Ils sont pourtant les seuls à pouvoir, unis, sauver le pays.

La malhonnêteté s'est propagée ainsi dans une société qui avait pourtant des garde-fous. Mais, la qualité de la gouvernance, invariablement, est le fait du Prince, d'abord. Pour profiter, on ne s'embarrasse pas d'honnêteté ; il ne faut pas se poser trop de question. Du mo-

ment que les gouvernants ont peu souci de légitimité, la cité est livrée au pouvoir sans borne de la nomenklatura, sous l'administration des interventions : les bras-long, les coups de fil et de piston, les sauf-conduits, les recommandations, les dérogations, les instructions et les privilèges. Tout cela contribue à faire, décider, et gérer, en raison du capital de relation et non de maîtrise, dans une logique plutôt politique que professionnelle. On parle de tout sauf du mérite. C'est là que la classe politique au Mali a péché en politisant les fonctions dans l'Administration, l'Éducation et l'Armée, sous le coup de la malhonnêteté. Il faut au plus vite moraliser les nominations, promotions, avancements, rémunérations, distinctions, retraites et sanctions.

L'État intègre l'ensemble des fonctions politiques, techniques et administratives de la collectivité nationale. Il est essentiel de faire la différence entre ces responsabilités, pour ne pas pervertir le service de l'État. La nomination au poste politique est à la discrétion de l'autorité habilitée. Elle est libre de désigner qui bon lui semble, car le poste politique répond à une logique de représentativité, d'opportunité, d'intelligence et de savoir-faire, mais surtout de confiance. Il n'est pas lié à une exigence de diplôme, de spécialité, de technicité, de capacité linguistique, ou encore de niveau d'éducation. Non. On a entendu des apprentis aux affaires plaider l'obligation pour les élus d'avoir « un niveau bac minimum ». C'est totalement absurde. Parler de cursus académique pour les fonctions politiques est une aberration, une insulte à la raison, et l'histoire en est témoin. Les plus grands parmi les politiques n'ont pas fait de grandes études, et ce n'est nullement nécessaire à la fonction.

Toute cette confusion prospère au Mali, simplement, parce que ce sont des fonctionnaires, des agents de l'État, justement, qui sont en même temps les principaux cadres des partis politiques en scène. Leur jeu partisan se ramène à un partage de sièges de promotion. Puisque les postes politiques ne suffisent pas à les placer tous, ils vont jeter leur dévolu sur les postes de responsabilité techniques, cherchant à devenir chef de service, chef de mission, directeur, préfet, gouverneur, coordonnateur, conseiller..., particulièrement là où l'on gère de gros budgets... aahaann ! Chaque militant du parti, ou de la coalition au pouvoir, vise sa promotion administrative,

cherchant à dégommer des titulaires déboullonnables, ceux qui ne sont pas adossés à des protecteurs puissants. L'agent ambitieux, et de surcroît malhonnête, finit par être propulsé au-dessus de cadres plus valeureux dans son service. Celui-là ne vient pas pour faire un résultat de management, puisqu'il n'en est pas capable, mais bien pour jouir des avantages de la fonction, allouer des subsides au parti ou au mentor, gérer des aspects utilitaires (aide, emplois, soutien).

Notre fonction publique est malencontreusement bondée de parvenus « ayant fait fonction », qui se targuent de leurs expériences passagères, leur seul actif usurpé, sans avoir jamais apporter d'autre à l'État que l'addition de leur carence, et qui explique pourquoi on en est encore là, dans les contreperformances. Qu'est-ce qu'ils n'ont pas fait pour se maintenir en poste, torpillant la carrière des sérieux candidats et légitimes prétendants. Champions de la courbette auprès des chefs, ils ont tout fait... et sont un des nœuds de la gestion catastrophique des ressources humaines de l'État. Véritables meubles dans leurs services, incapables de faire bouger la donne autrement que dans la routine des mêmes procédés mécaniquement reproduits et l'expédition des affaires courantes au gré des programmes, nous leur devons uniquement la dépense budgétaire, la dilapidation des ressources et la médiocrité en solde de compte.

Dans les conditions normales, la technicité, l'expérience, la compétence attestée, est requise pour la promotion aux postes de responsabilité des techniciens, dont les administrateurs. Les syndicats auraient dû être des garde-fous à ces concessions dangereuses aux intrus. Il faut rappeler que les résistants, à l'époque, ont été matraqués, emprisonnés, radiés, pour les ramollir ; la corruption et les faveurs, pour amadouer ceux qui se plient, ont fait le reste. Sous le régime de la malhonnêteté intellectuelle, et lorsque s'installe la démagogie, la règle de la qualité professionnelle et du mérite est continuellement violée ; et, elle l'est depuis fort longtemps au Mali. Ce qui nous a valu une fonction publique de plus en plus médiocre, un État moribond, ancré dans ses déficits chroniques, où chacun se cherche, et l'effondrement conséquent des Institutions dévoyées.

C'est devenu une habitude de nommer de manière hasardeuse à la tête des services éta-

tiques, sinon des proches, étrangers au domaine à manager, du reste des potes qui n'ont pas les références nécessaires définies dans les statuts des structures ni dans les cadres organiques de l'État. Généralement, les Chefs de département, se trouvant dans le même plan, et sous pression, se débrouillent à caser quelques relations et des agents étiquetés comme militants de leur formation, s'ils ne sont recommandés par un collègue, ou encore par l'autorité supérieure. Dans certains cas, il arrive que l'agent, par finir, pèse plus que son supérieur, son chef de service, son directeur, et qu'il détienne la décision, parce qu'il est un grand ponton du parti aux affaires, une douce-reuse compagne, ou un membre de la belle famille. Rien d'honnête !

Dans ce jeu de positionnement, nos politiciens s'alignent, prêts à faire main basse sur les fonds de souveraineté, siphonner le trésor, pomper la manne des structures publiques vaches à lait, profiter des rétrocommissions des marchés publics, aliéner ou brader des biens de l'État, etc. Voilà comment, dans la gestion des ressources humaines de l'État, les partis politiques et leurs ténors, dans leur boulimie du gain, d'accaparement, d'enrichissement, d'expansion, ont sacrifié le pays à leurs ambitions personnelles. Ce que les Maliens savent, et ne sont pas prêts de leur pardonner ; ce que la mémoire de Modibo Kéita, le Père de la Nation, ne saurait leur pardonner non plus. Une malédiction !

En conséquence, ces malhonnêtes dans les rouages de l'État ont compromis tous les facteurs de performance de la nation malienne pour son épanouissement et le bien-être des populations. Dans nos déboires, tombant de Charybde en Scylla, il y a une part et d'inconscience, et d'inconséquence et d'incompétence. Les mêmes fauteurs et fautifs, jouisseurs et jouissifs, prédateurs patentés de notre république, profitent de la Transition politique actuelle, qui ne les a pas encore inquiétés, pour se refaire une santé, se légitimer, revenir avec un discours présomptueux et le toupet de prétendre exiger quoi que ce soit. Bon Dieu !

Un guide spirituel a dit, et j'approuve son allégation, que le malheur de ce pays, c'est que « Mogow dé yé jamanāgni mara minu n'a mankan », indéniablement. « Des gens, qui ne le méritent pas, ont été portés à la tête du pays ». Le résultat ne s'est pas fait attendre dans la corrosion du sens.

Le système de gouvernance d'amateur, en régime d'inculture, baignant dans des approximations, le faux et l'usage du calque, fait la promotion des médiocres, et s'accommode aisément de l'infertilité résultante. Du moment qu'aucune évaluation n'est faite des différents passages aux affaires, ni des personnes ni des politiques ni des régimes, la médiocratie fonctionne, enchantée, avec la mauvaise copie, et prospère dans la diversion et l'autosatisfecit. Plus tard, elle a fini par trouver en l'apprentissage démocratique un excipient, et miser sur la communication pour maquiller et colmater.

Des délinquants, des personnes de moralité douteuse, des ramassis de crapules, sont nommés à de hautes fonctions de l'État, décrédibilisant ainsi l'autorité publique incarnée. Attention !!! Les dirigeants de la Transition actuelle, qui, aussi, fut acquise au prix du sang, ne devraient pas pécher par la reproduction des comportements de malfrats contre lesquels le peuple dégoûté s'est soulevé : la prévarication et l'impéritie. Pourquoi va t-on admettre aujourd'hui ce qui n'a pas été admis hier ? Le combat patriotique n'est pas une question de personne.

Qu'on se le dise et que chacun comprenne que le pouvoir n'est pas et ne saurait être, chez nous, un moyen de s'enrichir. Les hautes fonctions devraient sans doute donner l'occasion d'avoir un chez soi, et à vivre décemment, mais non à se noyer dans le luxe insolent et l'orgie. Cette propension est dangereuse. Les fonctions de l'État et l'argent public ne peuvent servir à garnir outrancièrement des comptes personnels, trahissant la confiance populaire. Les Maliens rétabliront le pacte de confiance, lorsque les mafieux politiques, les politiciens mafieux et leurs acolytes répondront de leurs actes ; que les gouvernants ne s'autorisent plus les détournements et moralisent les marchés ; que « réduire le train de vie de l'État » cesse d'être un pur slogan ; et, que soit mis fin à la gabegie. Ils doivent accepter de servir, en se privant et se contentant du peu disponible.

A cause des micmacs politiques visant à gagner le pactole, désormais, n'importe qui se croit présidentiable. Parce que sans être fou de guerre, il y en a qui semblent s'être bien débrouillés à ce poste, laissant croire aux margoulines épâtés que la fonction présidentielle est purement protocolaire, une comédie de

l'art avec des malices. Ils ignorent tout de ce qui véritablement attend le Chef de l'État qui entend faire consciencieusement son travail. Ils ne soupçonnent pas du tout que les ratés antérieurs sont autant de factures que la nation continue de payer à la désespérance créée et laissée après leurs auteurs. Est-ce un hasard que le pays finisse par se retrouver dans cette situation de déliquescence ? A qui la faute ? Une association de malfaiteurs, est-on tenté de répondre.

Dans les faits, depuis l'instauration du jeu partisan, n'importe qui devient ministre ici, n'importe comment. On est en droit de dire, depuis tout ce temps, « Pitié pour le Mali ». Il est temps d'arrêter ; ce n'est pas très sérieux de former des gouvernements « d'essai », pour traiter un État en si mauvais état, admis aux urgences, nécessitant des soins intensifs. Il est demandé des praticiens qualifiés, et non des "brancardiers". En dehors des choix outranciers imputables à la désinvolture de l'élu, telle qu'il a été donné de voir aux Maliens, on comprend que les pédales de ce dilettantisme dans les choix se mélangent entre le principe politique de la représentativité et la pratique politique de la représentation. La confusion entre la démocratie et le démocratism engendre la gouvernance associative des profiteurs, un banquet de malfeasance, dont la suite impromptue tend vers la fuite en avant et l'ingouvernabilité.

Ainsi, d'une magistrature à l'autre, depuis les années 2000, on a arrosé les problèmes avec des complications, dans l'inconscience, parfois l'insouciance, des conséquences. Il est clair que les beaux discours et les rondeurs salivantes peuvent assouvir des fantasmes personnels, mais ne sauraient procurer des solutions aux vrais problèmes du pays : la sécurité et l'alimentation, la santé et l'éducation, l'énergie et le travail, la justice et la citoyenneté, l'environnement et la culture, ... le développement et le bien-être espéré. Raison pour laquelle, nos ministres ne devraient pas être que politiques, ils doivent être aussi techniques, et non des apprenants de la charge confiée. Je n'ai pas dit des technocrates. Ce n'est pas le moment, surtout actuellement, de former des équipes de stagiaires, néophytes à tout point de vue, étant donné que le temps nous est compté. On devrait, par souci d'efficacité, réduire davantage l'effectif gouvernemental, en faisant le choix, sans histoire de

quota, d'hommes et de femmes au background éloquent (il ne s'agit pas de diplôme), capables d'être la force de traction de... l'état de guerre que nous vivons. Dans ce sens, il faudrait absolument terminer avec les calomnies et les médisances sans fondement de compétences jalousees ; les préjugés et les insinuations, uniquement pour écarter les meilleurs ; les mensonges et méchancetés gratuites de pauvres rancuniers ; les vitupérations obsessionnelles d'irascibles ingrats ; toute cette vilénie de la tourbe se livrant aux amalgames dans le but de nuire, de persécuter, d'éliminer. Faisons très attention !! Voilà les mille méfaits que causent les malhonnêtes aux ressources de la nation, ignorant scier la branche sur laquelle leurs progénitures est assise.

Venons-en donc aux syndicats qui, aux yeux de tous, pressent les gouvernements sur leurs fautes d'allocation budgétaire et de traitement difficile à justifier de certaines catégories, pour exiger une amélioration substantielle des revenus dans leurs corporations. Tandis que le salaire public et sa courbe évolutive ne sauraient se concevoir comme fonction d'une opportunité de circonstance au gré du décideur, ou du seul rapport « employeur-employé ». Le salaire est un droit, le fruit d'une juste rémunération du travail effectué, et, comme tel, il procède à la fois de la valeur relative de l'énergie fournie, de l'utilité qu'il crée et d'une certaine équité sociale, qui intègre l'éthique et le contexte. Raison pour laquelle, il convient de convertir l'obligation contractuelle mutuelle en rapport « employeur-énergie-employé », l'énergie étant le dénominateur commun du travail, valeur témoin de la société. Il est temps de comprendre que tant que justice n'est pas faite pour tous à la fois, la société ne peut être en paix. Il faut une base rationnelle consensuelle de rémunération. Ce qui n'est plus le cas, depuis les égarements de la démocratie. C'est une illusion de croire que le combat syndical peut aboutir de façon partielle ou partielle, pour les uns aux dépens des autres. La refondation a du sens.

De toutes les pathogénies liées à la malhonnêteté, la corruption, elle, sévit dans tous les compartiments de la vie publique, et, allant des affaires, elle touche la justice, les Institutions, l'Administration, l'Armée, les Forces de sécurité, l'éducation, la santé, l'approvisionnement, la production, les ressources naturelles, le foncier, la religion, le bâtiment, les

routes, le sport, et même les médias... La corruption bétonne la malhonnêteté, qui en devient indécrottable. Les plus méritants, civils comme militaires, sont brimés, ostracisés, simplement parce que meilleurs et jalousees, combattus lorsqu'ils refusent la courbette, l'allégeance, l'alignement. Ils sont les grands oubliés des médailles et des grades, distribués à des favoris et complices, et non pas pour des états de service. Si seulement la Transition en cours pouvait changer quelque chose à ce cynisme des petites gens gonflées, pour que le pays ait à la direction des affaires, à tous les niveaux, les meilleures équipes de nos ressources de compétence à gérer les intérêts de la nation, et non des gueux qui cherchent en priorité des solutions à leur propre misère, et pour leur plaisir, leur vanité, leur ego.

Depuis que les malhonnêtes en bandes organisées ont le bout de la décision et l'oreille des chefs, si vous avez une réputation de travailleur intègre dans ce pays, vous avez un sérieux problème devant vous. Cela a été prouvé. Vous êtes loin du modèle adulé. On se méfierait de vous, pour commencer. On vous trouverait hypocrite. Votre dénuement est normal. On cherchera plus tard à vous piéger, dans l'objectif de vous salir et de vous écarter avec mépris. L'affaire consiste à vous presser et jeter après, comme une ordure, vous faisant comprendre que vous n'êtes meilleur à personne, même pas à ceux qui transigent avec le bien public et jouent le jeu. L'écho diffamant de votre tout petit dérapage provoqué sera l'un des plus retentissants, Kulubaliké, médiatisé jusqu'au suicide programmé. Quelle haine viscérale ! Dans cette série d'effets ravageurs de la malhonnêteté, les prestations de serment passent pour des rites formels, une simple formalité de mise en scène, sans aucune gravité pour les personnes assermentées, qui jurent gratuitement. Elles doivent être revues, du moment que le viol du serment est courant à tous les niveaux de charge : Président de la République, magistrature, agents de police, officiers de l'Armée, médecins, notaires, huissiers, contrôleurs-experts. Puisque ceux qui sont censés veiller au bon ordre des choses ne sont plus aussi fiables, c'est la société elle-même qui se met en danger. Aucune norme n'est plus respectée : métrologie, spécifications, références, qualité, dosage, authenticité, droit, règlement, autorité, éthique, convention, valeur, ... En conséquence, l'insécurité interne est ce

qui est la plus partagée, comme on peut le constater :

- Les mesures ne sont pas justes, or une insuffisance peut causer de graves dommages, selon l'objet et le secteur ;
- Les aliments sont traficotés, sous l'effet d'artifices et de mélanges, avec le risque d'intoxication et même d'empoisonnement des consommateurs (souillés, périmés) ;
- Les services sont mal rendus, avec des résultats tronqués pouvant engendrer des tragédies, des catastrophes à l'échelle ;
- Les livraisons ne sont pas conformes à la commande, et deviennent une source de rupture, d'avaries et de dégâts ;
- Les vies sont inutilement mises en danger par ceux qui sont censés les protéger, dans des combines déloyales, des traîtrises, à cause de l'argent, de la cupidité ;
- Le faux prévaut sur le vrai, crée la discorde et ravive le conflit ;
- Les gens ne travaillent plus, et font semblant dans le bavardage, passant plus de temps à tourner et contourner, pour se justifier.

Le dossier de la Malhonnêteté est, on le voit, sans fin. Les forfaits sont emboîtés les uns dans les autres. Les personnes honnêtes doivent y prêter la plus grande attention, surtout les patriotes sur le front de la transformation sociale. Des gens de peu de moralité mis à des responsabilités cruciales pour la nation sont forcément un danger collectif, et une cause de délitement. Vous savez, le degré de nuisance d'un individu est inversement proportionnel à sa culture. Moins on en sait, plus on est capable du pire, sans discernement. L'inculture fonde le conflit, à cet égard l'ignorance est un péché. Nous devons ramener la politique à sa simple et noble expression. Pour avoir le dessus sur les malhonnêtes, il faut des mesures combinées, suivies en 7 points :

1. Appréhender l'intelligence nationale ; identifier les ressources de compétence, diaspora incluse ; impulser le service civique, recruter massivement, former les jeunes et préparer la relève ;
2. Évaluer tous les postes et vérifier l'adéquation du profil ; remplacer tous les bras cassés ; moraliser les nominations et les promotions ; lever les sanctions injustes et récompenser le mérite, la performance, le sacrifice ; honorer la mémoire ; communiquer ;
3. Instruire en urgence et organiser sans tarder

les procès des fossoyeurs de la nation ; réhabiliter la colonne vertébrale de l'État ; consolider les bases de la paix et de la concorde nationale, assurer l'inclusivité, écarter les imposteurs ; reprendre les services essentiels ;

4. Remettre de l'ordre dans les rémunérations ; normaliser la grille salariale ; harmoniser le statut des travailleurs ; rééquilibrer les budgets, renégocier des contrats, faire payer les prédateurs ; promouvoir l'énergie et le potentiel ; désenclaver et favoriser le relèvement économique ;

5. Prendre des séries de mesure de moralisation de la vie publique, de dépolitisation des corps ; de relance et de crédibilisation de l'école ; de dialogue et de gestion de toutes les dissidences ;

6. Rationaliser les textes et les structures ; octroyer les outils, digitaliser les procédures, former les personnels ; rendre la transition numérique effective ; soutenir l'innovation et les inventeurs ;

7. Diminuer sensiblement la dépense nationale ; mobiliser l'épargne ; préserver le patrimoine, gérer l'eau ; responsabiliser les communautés ; stopper les évasions et les pertes, rattraper les manques à gagner ; encourager l'investissement.

On pourrait, à l'analyse, retrouver en ces points, de quoi faire un programme de gouvernement.

La Transition politique malienne a connu sa « rectification de trajectoire », elle doit passer maintenant à la phase du redressement du projet, pour se tenir droit et marcher, abandonner les béquilles, reléguer les poids morts et enlever les épines du pied. Toutefois, elle avancera difficilement vers l'objectif, sans la confiance des Maliennes et des Maliens ;



confiance indispensable pour la sécurisation du pays ; confiance nécessaire pour le retour à la normale et le vivre ensemble. Elle doit donc éviter de prendre trop de décisions, qui la dispersent, et se concentrer au maximum sur le seul métier qui vaille : la refondation active de l'État, à pas de charge, comportant :

- L'élaboration d'une constitution africaine propre, avec des institutions émanant des territoires et de leurs légitimités, et l'officialisation des langues nationales, gages de la souveraineté recouvrée.
- La campagne de dissémination et d'appropriation du texte constitutionnel par les citoyens.
- L'adoption diligente d'une législation de mise en cohérence du corpus légal du Malikura.
- La restructuration du système politique, suivant le nouvel ordonnancement juridique.
- L'assainissement de l'environnement asso-

ciatif, syndical et médiatique.

- La mise en place des dispositifs préparatoires des scrutins à venir.
- L'organisation conforme des consultations référendaire et électorales.
- La reterritorialisation et l'installation des nouvelles autorités.

La vérité finit toujours par triompher sur le mensonge. Soyons toujours du côté des justes, et sachons apprécier les gens de bonne foi, car Dieu protège l'innocence. La réussite est à notre portée. Il ne faut simplement pas se tromper de conseil ni d'ennemi.

Les malhonnêtes, au bout de mon index, visent leur satisfaction qui prime sur l'intérêt général. Et toi, qui es-tu ?

Mohamed Salikènè Coulibaly
Ingénieur



Bienfaits pour le Mandé : La coordination des jeunes du Mandé reconnaissante

La coordination de la jeunesse du Mandé a organisé une cérémonie, pour témoigner sa reconnaissance aux personnes ayant apporté leur contribution au développement du Mandé. L'évènement s'est déroulé le samedi 21 janvier 2023, au mémorial Modibo Keita. A cette occasion, l'émotion et la joie intenses furent de la partie...

Cette activité a été parrainée par le professeur Bakary Camara, Directeur National de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Une dizaine de trophées ou Ciwara et d'attestations de reconnaissance ont été remis aux personnes qui ont contribué aux progrès et au rayonnement du

Mandé en particulier, et du Mali en général. Prononçant son discours, le parrain de la cérémonie s'est réjoui de cette initiative qui magnifie les ressortissants du Mandé.

Ainsi, dira-t-il : « Cette cérémonie a pour objectif d'encourager les personnalités bienfaitrices et d'exhorter les autres à

suivre leurs pas. Il s'agit d'encourager la jeunesse à suivre non seulement les pas des anciens et de leurs aînés, mais aussi de travailler pour le développement pour la paix et la réconciliation ; et de poser des actes qui vont dans le sens de l'entente dans le Mandé en particulier et au Mali en général », a-t-il souligné.

De son côté, le vice-président de la coordination des jeunes du Mandé, Mambi Keïta, a expliqué que l'évènement dénommé, la nuit du Mandé est une nuit de récompense qu'ils ont initiée en vue de récompenser les personnalités qui se sont engagées pour le développement, la paix et la stabilité dans le Mandé en particulier mais surtout au Mali en général. « Les personnes que nous avons choisi sont des gens qui ont beaucoup œuvré pour le développement du Mandé. Il y a aussi des associations. En un mot, c'est pour les remercier et prendre à témoin l'opinion nationale et internationale pour leur engagement en faveur de la paix et la stabilité et le développement du Mali, mais aussi à servir d'exemple pour la jeunesse qui pourrait faire de même dans les jours et les années à venir », a-t-il précisé.

Pour lui, « cette nuit de reconnaissance est une manière aussi d'inciter et requinquer les jeunes à suivre l'exemple sur ces personnes qui font la fierté du Mandé », a-t-il ajouté.

A ses dires, ces attestations ont été décernés à environ une dizaine d'associations communautaires ou villageoise du Mandé qui ont été recensées. De plus, il a indiqué qu'une dizaine de personnes ont reçu des Ciwara.

Toutefois, le vice-président de la Coordination des Jeunes du Mandé a mentionné qu'ils sont de ceux qui pensent qu'il faudrait magnifier les bienfaiteurs de leur vivants, car : « Quand le travail est récompensé, ça motive à redoubler encore plus d'efforts », a-t-il affirmé.

Emus, certains récipiendaires ont témoigné leur reconnaissance à la Coordination des Jeunes du Mandé. « C'est avec beaucoup de satisfaction et d'humilité que j'ai reçu cette distinction qui m'honore », se sont-ils individuellement félicités, avant de s'engager à faire plus pour le développement du Mandé en particulier et pour notre pays le Mali en général.

■ Maffenin Diarra



Islam : Le cheikh Ibn Bayyah, une riposte africaine à l'extrémisme



L'érudit d'origine mauritanienne qui fait autorité dans le monde musulman est l'initiateur de la conférence pour la paix en Afrique de Nouakchott, désormais un événement très couru sur le continent.

C'est un ballet singulier de personnalités qui a défilé du 17 au 19 janvier 2023, au Palais Al Mourabitoune de Nouakchott, à la périphérie de la capitale mauritanienne, où se déroulait la troisième édition de la « Conférence pour la Paix en Afrique ».

Ce forum, rare sur le continent, qui réunit autour de dizaines de sommités religieuses du monde musulman, des politiques, des diplomates, des experts et des journalistes venus du monde entier, est destiné à réfléchir sur les ripostes possibles au phénomène de l'extrémisme.

Signe de l'importance grandissante de cette rencontre, le président nigérian Muhammadu Buhari a assisté à la cérémonie d'ouverture, en présence de son homologue mauritanien Mohamed Ould Ghazouani, tandis que ses homologues Mohamed Bazoum du Niger et Paul Kagamé du Rwanda s'y sont virtuellement invités en délivrant des messages par vidéo.

L'initiateur de ce forum est l'érudit d'origine mauritanienne, Cheikh Abdallah Ibn Mahfoudh

Ibn Bayyah, 88 ans, basé entre l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, dont la production intellectuelle est très suivie dans le monde musulman où ses avis font autorité. Actuellement président du Conseil de la Fatwa des Émirats arabes-unis, le religieux qui fut longtemps professeur à l'Université du Roi Abdulaziz de Djeddah, a été durant les années 1970 ministre de la Justice dans la régime du père de l'indépendance de la Mauritanie, Mokhtar Ould Daddah au pouvoir de 1958 à 1978. Issu d'une grande famille d'érudits de l'Est mauritanien, près de la frontière malienne, cet adepte de la confrérie soufie la Chadhilia (une branche de la Qadiriyya) est l'une des rares sommités religieuses musulmanes influentes dans les pays du Golfe qui n'est pas issue des courants wahabbites ou salafistes.

Ce polyglotte, aussi bien à l'aise en arabe qu'en français, a connu une consécration planétaire lorsque Barack Obama, alors président des Etats-Unis d'Amérique, l'a cité lors d'un célèbre discours devant le Conseil de sécurité de l'Onu en 2014, en le donnant comme l'exemple même du guide religieux éclairé. Mais Ibn Bayyah est surtout célèbre pour avoir émis une fatwa qui a eu un immense impact dans le monde musulman, intitulée « Ceci n'est pas le

chemin du paradis », qui démonte, sur la base d'un argumentaire islamique implacable les thèses radicales de l'Organisation de l'Etat islamique qui déstabilisent une partie importante des pays musulmans. Le Mauritanien est aussi connu pour avoir porté la contradiction lors des « Printemps arabes » à feu Youssef Al Qaradawi, célèbre prédicateur proche de la puissante confrérie des « Frères musulmans » et star incontestée de la chaîne qatarie Al Jazira. Alors que l'égyptien naturalisé qatari, donnait sa bénédiction aux soulèvements qui allaient emporter plusieurs régimes arabes, Ibn Bayyah prenait son contre-pied en prônant la réforme au lieu de la révolution, disant en substance que même un mauvais gouvernement est préférable au désordre et à la Fitna (discorde).

L'une des spécificités de la Mauritanie est que ce pays, par le prestige et le rayonnement intellectuel dont jouissent dans les pays musulmans certains de ses ressortissants, est en train de développer à bas bruit un véritable soft power religieux. Outre le cheikh Ibn Bayyah, la Mauritanie est aussi le pays de naissance de Mohamed El Hassan Ould Dadaw, un des principaux guides religieux de la version mauritanienne des Frères musulmans, le Tawassoul, qui est aussi un des idéologues les plus influents de la confrérie des « Frères » et de leurs alliés au pouvoir, dont l'Emir du Qatar et le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Un peu plus controversé, Mahfoudh Ould al-Walid, alias « Abou Hafs Al Mouritani », lui aussi natif du « pays aux million de poètes », surnom de la Mauritanie dans le monde arabe, était l'ami, le maître spirituel et le conseiller d'Oussama Ben Laden, le fondateur d'Al Qaïda dont il était d'ailleurs le numéro 3 dans la hiérarchie, avant de faire amende honorable et de rompre avec le jihadisme. Un épisode raconté par le journaliste Lemine Ould M. Salem dans un livre de référence, « L'Histoire secrète du djihad. D'Al-Qaïda à l'État islamique », paru en 2018 aux éditions Flammarion, révèle un détail peu connu du grand public, mauritanien et sénégalais notamment Abou Hafs dont le père possédait plusieurs commerces entre les deux rives du Fleuve Sénégal, a été apprenti boutiquier à...Rufisque !

BB/Los/APA

APA-Nouakchott (Mauritanie) Par Barka Ba

Burkina Faso : Nouvelle manifestation à Ouagadougou contre la présence française



Plusieurs centaines de personnes ont manifesté vendredi à Ouagadougou contre la présence française et ont notamment réclamé le départ de l'ambassadeur de France au Burkina Faso, Luc Hallade, a constaté un correspondant de l'AFP.

A l'appel du collectif des leaders panafricains (CLP) qui regroupe des organisations favorables au capitaine Ibrahim Traoré, au pouvoir depuis fin septembre, les manifestants se sont rassemblés sur la place de la Nation, en plein centre de Ouagadougou.

Ils ont notamment demandé "le départ de l'ambassadeur de France et la fermeture de la base de l'armée française à Kamboinsin", en périphérie nord de la capitale où sont stationnées 400 forces spéciales.

"Nous sommes là pour exprimer notre soutien total et indéfectible au président Ibrahim Traoré, aux forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme et dans leur quête de la souveraineté totale de notre pays", a déclaré Mohamed Sinon, un des principaux leaders du collectif.

"Nous sommes un mouvement panafricain et nous souhaitons une coopération du Burkina Faso avec la Russie, mais aussi le renforcement des liens d'amitié et de coopération avec la Guinée et le Mali", dont des représentants ont assisté au "meeting de soutien et de paix", a-t-il ajouté.

Les manifestants, majoritairement vêtus de blanc, portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: "Armée française, dégage de chez nous", "France dégage", ou encore "Dehors les diplomates pyromanes".

Des posters géants des présidents malien Assimi Goïta et guinéen Mamady Doumbouya, arrivés au pouvoir comme le capitaine Traoré grâce à des coups d'Etat, ainsi que celui du président russe Vladimir Poutine, étaient également brandis par des manifestants ou soigneusement dressés sur un podium, au milieu des drapeaux burkinabè.

La France, ex-puissance coloniale, est régulièrement contestée au Burkina Faso, pays en proie à la violence jihadiste en partie à l'origine de deux coups d'Etat en 2022.

En octobre et en novembre, des manifestants s'étaient rassemblés devant l'ambassade de France et la base militaire de Kamboinsin et en décembre, les autorités burkinabè ont exigé le départ de l'ambassadeur de France Luc Hallade, après des propos jugés offensants.

Dans le même temps, les autorités de Ouagadougou ont plusieurs fois affirmé ces derniers mois leur volonté de renforcer leurs relations avec Moscou. Paris a dépêché le 10 janvier à Ouagadougou la secrétaire d'Etat auprès de la ministre française des Affaires étrangères, Chrysoula Zacharopoulou, pour y rencontrer le président de transition, le capitaine Ibrahim Traoré.

"La France n'impose rien, elle est disponible pour inventer un avenir ensemble", a-t-elle martelé, assurant ne vouloir "influencer aucun choix, ni aucune décision, personne ne peut dicter ses choix au Burkina".

VOA



62ème anniversaire de l'armée : Les forces de défense et de sécurité manifestent leur fraternité à travers le sport

Dans le cadre des festivités du 20 janvier 2023, la garde nationale et la police nationale ont, à travers le comité d'organisation des activités sportives des deux corporations avec les associations de solidarité des femmes d'ici et d'ailleurs (ASFIA) et de rapprochement police et sa population (ARPP), organisé un match de football, le vendredi 20 janvier 2023 au terrain de football de N'Tomikorobougou. C'était en présence du représentant du ministre de la sécurité et de la protection civile, le commissaire divisionnaire Seydou Doumbia et ainsi que de plusieurs autorités militaires et civiles.

Organisés dans le but de manifester la cohésion, l'entente et la fraternité des Forces de Défense et de Sécurité du Mali, deux (2) matchs de footbolls ont opposé les équipes féminines et masculines de la Garde Nationale et de la Police Nationale.

Le coup d'envoi ayant été donné par les personnalités présentes pour un match tendu mais plein de fair-play entre les équipes féminines des deux corporations. Le score s'est soldé en parité (0-0), il en est de même pour les équipes masculines.

Cette initiative fortement a été appréciée par les chefs hiérarchiques des FDS et de la population de la Commune III. Ils sont ainsi sortis massivement pour exprimer leur soutien aux porteurs d'uniformes du Mali.

Le représentant du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Commissaire Divi-

sionnaire Seydou DOUMBIA dira que cet événement montre l'appartenance d'une seule et unique famille des Forces de Défense et Sécurité. Il a ensuite ajouté qu'il signifie aussi la fraternité d'armes pour la réussite des missions assignées. Le Commissaire Divisionnaire DOUMBIA a également invité l'ensemble des Forces de Défense et de Sécurité de rester fortes et unies, car la Nation toute entière compte sur elles.

Quant au Commandant en Chef du Commissariat de la Rive Gauche, le Commissaire Divisionnaire Aicha TOURE, elle a souhaité que cet état d'esprit et d'action collective soit pérenne. Elle a exprimé sa gratitude à l'ensemble de la hiérarchie des Forces de Défense et de Sécurité, en particulier celles de la Garde et de la Police Nationale. Le Commandant en Chef du Commissariat de la Rive Gauche a for-

tement salué les initiateurs de cette activité tant constructive.

Les temps forts de ce match de gala, ont été la Prestation de l'artiste, chanteuse Maïmouna SOUMBOUNOU qui a dédié une chanson aux FDS, la remise d'attestation de reconnaissance et de "Ciwara" des Comités d'Organisation de la Commune III et de la Police au Commandant de la Garde Nationale Sidi Lamine TRAORE, au journaliste Sidi DIARRA et Aichata TOURE pour leur combat dans le milieu sportif.

Il est à noter que la sanction grave de ces deux matchs a été un seul "carton jaune", chose qui montre de plus que nos FDS vivent dans une parfaite symbiose.

Forces Armées Maliennes



Bélier (21 mars - 19 avril)

Avec un Jupiter qui trônera dans votre secteur professionnel, vous ferez tout ce qui sera en votre pouvoir pour vous montrer à la hauteur des tâches qui vous seront demandées. Vous ne compterez pas vos heures de travail, car vous aurez de l'ambition.

Calculateur, peut-être, encore que vous ne considérez pas votre attitude comme telle. Vous chercherez surtout à défendre vos intérêts financiers et pour cela, vous n'hésitez pas à solliciter des conseils auprès de personnes aptes à vous guider.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans votre domaine professionnel, le Soleil vous aidera à progresser en deux étapes... Tout d'abord, il vous permettra de mesurer avec justesse vos capacités ! Ensuite, il va vous appuyer dans vos requêtes ! Votre progression sera fulgurante...

Concernant vos finances, vous aurez une règle : si je dépense plus que prévu durant un mois, le mois suivant sera synonyme de restrictions. Vous ferez en sorte d'éviter toute cavalcade financière. Le mois de mai vous fera revenir à l'équilibre...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est plus fort que vous, vous désirez parler ! Votre fonction vous permet de communiquer. Cependant, les tâches sont encore lassantes. Vous tenez le bon filon. Une formation vous donne l'accès à un nouveau départ. L'ambition fait son grand retour !

Vous gérez sans aucun souci votre budget. Cependant encore trop peu d'économies sont là. Des dépenses sont dédiées à la voiture. L'achat d'un nouveau véhicule est probable ! Et de ce côté-là, le coup de coeur va vous emporter ! Cet achat va vous enflammer !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous pourriez rencontrer des petits soucis de concentration et de mémoire, dus au carré Mercure/Mars. Faites des efforts, car cet aspect peut également apporter un peu de nervosité, pour des broutilles. Cela risque de venir contrecarrer vos projets.

Vous pourriez changer de comportement face à vos finances, en adoptant par exemple une attitude un peu plus économe, en vous restreignant davantage sur les futilités. Vous avez envie d'essayer, et prenez la bonne résolution dès aujourd'hui !



Lion (22 juillet - 23 août)

Le trigone Mercure/Jupiter vous apportera de bonnes nouvelles et de la motivation. Le Soleil éclairera une situation, vous saurez mieux où vous en serez. Vous arriverez à structurer votre travail, à vous organiser, à rentrer dans votre rôle avec brio.

Vos affaires financières ne seront pas claires et nettes. Soit, vous aurez un trop-perçu et vous devrez le rendre, soit on vous aura trop prélevé et vous devrez le réclamer. Vous pourrez obtenir un bonus, mais il vous faudra taper du poing sur la table.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Professionnellement parlant, vous rêvez moins de gravir les échelons des responsabilités que de vous épanouir. Aujourd'hui, vous aurez la possibilité d'organiser votre emploi du temps à votre guise... Du coup, vous n'allez pas vous en priver !

Le montant de votre patrimoine ne sera que le reflet de votre sens de l'épargne ou le prolongement de votre sens des affaires... Vous serez le champion du système D, D comme débrouillardise, d'autant plus que Pluton veillera au grain sur vos finances.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre rigueur plaît à vos supérieurs. L'un d'eux vous a sous son aile. Vous savez gérer une équipe. Une mission importante vous est confiée. Elle peut exiger un travail d'expertise. Vous maîtrisez bien la situation. Elle vous donne une expérience utile !

Il faut essayer d'économiser. Vous pourriez acheter du mobilier pour refaire l'habitat. Un investissement inhabituel est en discussion. Vous pouvez le régler en plusieurs fois. En dehors de cet achat, vous privilégiez les charges. La raison domine vos choix.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Tout est réuni pour que votre travail allie satisfaction et rayonnement ! Vous êtes sociable, communicatif, votre esprit fonctionne à cent à l'heure, et vous êtes en plus doté d'une efficacité redoutable ! Vous faites l'admiration de tous, félicitations !

Jupiter fait des siennes et vous pousse à toutes sortes d'excès inimaginables ! Modérez les pulsions dans ce domaine, rien de bon ne peut en sortir, si ce n'est d'être dans le rouge à la banque, ou de recevoir un appel désagréable de votre conseiller !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Attention à ce carré Mars/Mercure, qui apporte un manque de concentration, et qui peut vous pénaliser dans le domaine professionnel. Vous avez du mal à vous exprimer, et à savoir ce que vous voulez ! Un flou désagréable qui, en plus, vous énerve !

Vous parvenez en ce moment à gérer parfaitement tout ce qui a trait au domaine financier, le bel aspect Jupiter/Mercure apporte un sens de l'organisation redoutable ! En plus, il amène une bonne aptitude à toute éventuelle négociation commerciale.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Sous une bienveillance solaire, l'opportunité d'asseoir votre carrière n'aura jamais été aussi importante. Dans votre secteur professionnel, ami Capricorne, vous serez une valeur sûre. Ne jouez pas les étonnés, vous le savez bien... N'est-ce pas ?

Devant une possible crise financière mondiale, vous allez discrètement retirer de l'espèce afin de vous constituer un petit trésor de guerre. Vous tenterez également de vous procurer de l'or. La majorité de votre liquidité restera sur vos comptes.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous planchez sur une lourde tâche. Cette activité vous honore. Elle peut vous faire accéder à un poste. Vous devez bien suivre une organisation. Une nouvelle méthode de travail peut vous aider. Finir vos tâches dépend aussi de vos collaborateurs !

Les dépenses amputent votre budget. Vous devez revoir vos frais. Étaler vos paiements est une solution. Vous jonglez avec les règlements. Ils concernent des obligations. Vous pouvez éprouver du stress. Malgré les frais, les revenus sont réguliers.



Poisson (19 février - 21 mars)

Votre volonté semble se transformer. Vous avez cette soif d'absolu qui se retrouve dans votre travail, et tous vos collaborateurs sont conquis. Attention toutefois à ne pas trop polémiquer pour un oui pour un non, ce serait fatigant pour tout le monde !

De beaux projets sont probablement en cours, et certains dans l'immobilier pourraient voir le jour. Des bonnes affaires sont à prévoir, et vous savez les saisir au bon moment. La période est propice aux bonnes occasions, profitez-en au maximum.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 cm n°2022-24/agg

1110 Malikilé

Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès

Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"

1111 Malikilé

Revoilà le Cadre d'Echanges

Plus de 5000 techniciens impliqués dans notre vision, notre projet politique et notre programme électoral. Tous s'engagent à travailler ensemble pour le développement durable et prospère de notre pays.

1112 Malikilé

Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume !

Le Mali a-t-il la capacité de gérer la pandémie de COVID-19 ? Les capacités de 50 membres du CNT renforcées

1113 Malikilé

La polémique entre le Mali et la CEDEAO

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition

1114 Malikilé

Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification

Conférence de presse sur le Bilan de la Transition : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement

1115 Malikilé

Essoufou Mahamadou, son médiateur contesté !

Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir

1116 Malikilé

Le top départ !

Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires

1117 Malikilé

Le nîet du Mali à la force française Barkhane

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23